

La PME algérienne :un contributeur majeur à l'économie dominante

Nassima BOURI

MCB. L'École Supérieure d'Économie d'Oran
Algérie. Université d'Oran2

Received: 23/04/2018

Accepted : 12/06/2018

Published: 30/06/2018

Résumé

Les PME sont importantes pour presque tous les pays du monde, mais surtout pour ceux qui sont en développement comme l'Algérie. Les PME contribuent à la production en participant à l'économie dominante et à la création de certains emplois «décent». Toutes ces informations, couplées, feront des PME le plus gros employeur et pourront réduire l'inégalité entre les économies riches et pauvres. Les PME peuvent devenir alors un contributeur majeur à l'emploi dans le secteur privé. Elles jouent un rôle important dans la transition des économies axées sur l'exportation des matières premières vers les économies industrielles offrant des possibilités de transformation qui peuvent générer des sources de revenus durables et améliorer le processus de développement. Les PME renforcent l'expansion de la capacité de production systémique, constituent une source de richesse, et d'absorption de chômage. Le présent article a pour objet de présenter et justifier le poids de la PME algérienne dans la création d'emploi, ainsi sa contribution dans l'économie nationale.

Mots clés : PME algérienne, secteur d'activité, valeur ajoutée, Produit intérieur brut.

Abstract

SMEs are important for almost every country in the world, but especially for developing countries like Algeria. SMEs contribute to production by participating in the dominant economy and creating some "decent" jobs. All this information, coupled, will make SMEs the largest employer and can reduce inequality between rich and poor economies. SMEs can then become a major contributor to employment in the private sector. They play an important role in the transition of export-oriented economies from raw materials to industrial economies with transformational opportunities that can generate sustainable

revenue streams and improve the development process. SMEs strengthen the expansion of systemic production capacity, provide a source of wealth, and absorb unemployment. This article aims to present and justify the weight of the Algerian SME in job creation, and its contribution to the national economy.

Key words: Algerian SME, business sector, value added, Gross Domestic Product.

Introduction

La PME joue un rôle très important en Algérie, dans plusieurs domaines, en consolidant les relations entre les différentes activités industrielles, agricoles et services, augmentant le volume d'investissement, et de production d'un côté, et en absorbant le taux de chômage, et de pauvreté d'un autre côté. C'est dans ce contexte que nous nous sommes focalisés sur la situation des PME en Algérie, où ce secteur constitue un élément important et sensible dans la nouvelle stratégie économique du développement.

A cet égard, il est à signaler que, les PME jouent un rôle important dans la transition des économies axées sur l'exportation des matières premières vers les économies industrielles offrant des possibilités de transformation qui peuvent générer des sources de revenus durables et améliorer le processus de développement. Les PME renforcent l'expansion de la capacité de production systémique. Elles aident à absorber les ressources productives à tous les niveaux de l'économie et contribuent à la formation de systèmes économiques flexibles dans lesquels les petites et grandes entreprises sont liées. Ces liens sont très importants pour attirer les investissements directs étrangers (IDE).

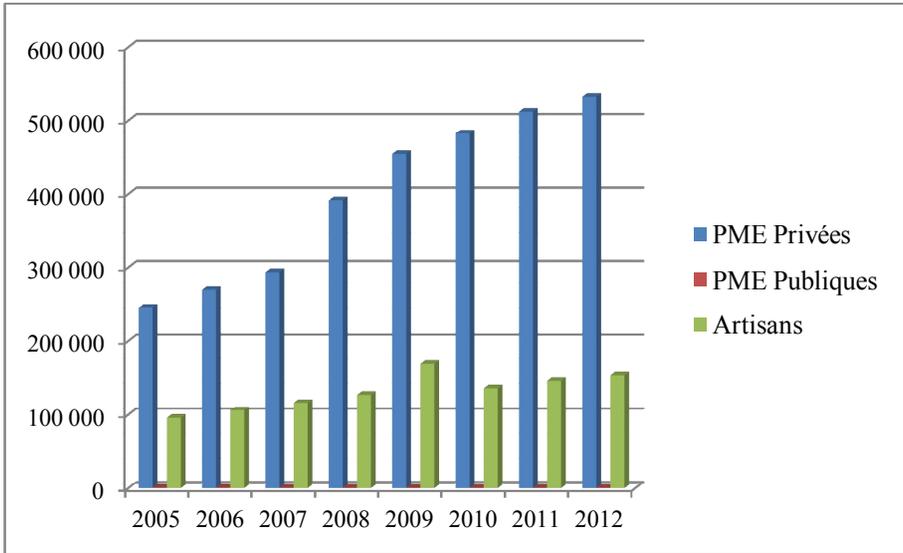
Les PME constituent alors une source de richesse, et d'absorption du chômage ; tous ces facteurs font que les regards se tournent ces dernières années vers la petite entreprise pour participer au processus de modernisation de l'économie algérienne. Le présent article a pour objet de présenter le poids de la PME algérienne dans la création d'emploi, ainsi sa contribution dans l'économie nationale.

1. Évolution des PME en Algérie

À partir de 2000, le poids de la PME a nettement augmenté, le nombre a plus que doublé, et la densité a presque quadruplé. Les statistiques disponibles indiquent qu'environ 54% des PME ont été créés entre [2001-2008], suite à la loi d'orientation sur les PME de 2001, soit 212 120 entreprises (Merzouk. F, [2009]).

En effet, la figure ci-dessous présente et clarifie l'évolution annuelle du nombre de PME durant la période [2005 - 2012] :

Figure (1.) : La population des PME en Algérie [2005-2012]



Source : Figure établie à partir Bulletins d'informations N°8, 10, 12,14, 16, du MPMEA, et 20, 21 du MIPMEPI, [2012].

À la fin du premier semestre 2012, le secteur des PME (privées et publiques) avait le lot de 533 263 entreprises, sur un nombre de 687 386 entreprises, ce qui représente 77,58 % du total. Il connaît une évolution positive par rapport à l'année 2011, dont il apparaît sur un nombre de 512 428, et semble suivre la même logique constatée durant la période [2005-2008]. Ainsi, à la fin de l'année 2008, ce secteur enregistre 392 639 entreprises, sur un nombre de 519526 entreprises, ce qui représente 75,57 % du total, alors qu'il enregistrait 294 612 en 2007, soit 71,69% de la totalité recensée.

En effet, à la fin du premier semestre 2009, les PME algériennes (privées et publiques confondues) constituaient une population dont le nombre s'élevait à 408 753 PME, alors qu'elles arrivaient à 455 989 à la fin de cette année, soit 72,86% faisaient partie du parc privé, et 0,09% qui constituent des entités appartenant au parc public.

2. La contribution des PME dans l'économie nationale

Le secteur des PME a justifié sa relance et sa puissance, comme un outil de renouvellement permanent du tissu économique et du développement industriel local, ainsi comme un noyau centre des réseaux productifs constitués autour de grandes entreprises.

En fait, il joue un rôle très important en Algérie, dans plusieurs domaines, en consolidant les relations entre les différentes activités industrielles, agricoles et services, augmentant le volume d'investissement, et de production d'un côté, et en absorbant le taux de chômage, et de pauvreté d'un autre côté.

Il convient alors de situer la place de la PME algérienne dans un contexte macroéconomique à travers l'analyse de quelques agrégats vulnérables (Emplois, PIB, et VA).

2.1. La contribution des PME en matière d'emploi

En termes d'emploi, les PME ont contribué à la réalisation de meilleurs résultats durant la période [1999-2005], en particulier au cours de l'année 2001 avec 102 687 emplois nouveaux (MPMEA, [2006]). Toutefois, une baisse du nombre des postes d'emplois a été franchi durant la période [2002-2003] et expliquée par le gèle des projets d'investissements dans le secteur du Transport et la baisse des avantages fiscaux et parafiscaux liés à l'exploitation de l'investissement.

Par contre le nombre de salariés a augmenté durant la période [2003-2005] avec un taux près de 16,42% en raison de l'augmentation du nombre important des petites et moyennes et entreprises. Dans cette optique, la création d'emplois déclarés entre [1^{er} Semestre 2011- 1^{er} semestre 2012] sera relatée comme suit :

Tableau (1.) : Évolution des emplois déclarés par composantes [2011-2012]

Nature des PME		1 ^{er} semestre 2011	%	1 ^{er} semestre 2012	%	Évolution
PME Privées	Salariés	983 415	58,67	1 041 221	58,61	5,88
	Employeurs*	642 314	38,32	686 825	38,66	6,93
PME publiques		50 467	3,01	48 415	2,73%	24,07%
Total		1 756 964	100	1 776 461	100	5,98

*Ce chiffre regroupe les employeurs des entreprises des PME privées « Personnes morales » et les employeurs des entreprises privées des « fonctions libérales ».

Source : Bulletin d'information statistique N° 21 du MIPMEPI, [2012].

Comme nous l'avons déjà mentionné, la PME a justifié sa relance et sa puissance, comme un outil de renouvellement permanent au tissu économique national. Elle est donc responsable de la grande majorité des emplois créés sur le long terme. En effet, l'emploi cumulé dans les PME tous types confondus, à la fin du 1^{er} semestre 2012, est de 1 776

461 individus, dont ce chiffre inclut d’après le MIPMEPI les employeurs des entreprises des PME privées (personnes morales) et les chefs d’entreprises privées relevant des fonctions libérales ainsi que les artisans.

Il faut relever dans ce cadre, la concentration de leurs sources dans le secteur privé, en employant 1 728 046 emplois (employeurs + salariés) au premier semestre [2012] et 1 625 729 en 2011, soit une évolution de 6,29%.

Cependant, le nombre d’emplois généré par les PME publiques ne cesse de régresser suite à la diminution de leur nombre. Ce parc contribue à la création de 48 415 postes d’emplois en 2012, et 50 467 en 2011, présentant ainsi une régression soit (- 4,07%). Alors qu’il enregistrait un taux d’évolution négatif d’environ (- 2.5%) pour la période [2008 - 2009], et près de (-8%) durant [2007-2008]¹.

2.2. La contribution des PME en matière de Valeur Ajoutée (VA) et du Produit Intérieur Brut (PIB)

La PME algérienne a réalisé des progrès considérables ces dernières années, ce dont témoigne sa création ainsi que la progression régulière de sa part dans les principaux indicateurs économiques. Dans ce fait, les tableaux ci-dessous reflètent la contribution des PME (privées et publiques confondues) dans l’économie nationale à partir d’une photographie de leur l’évolution et parts en termes de Produit Intérieur Brut et de valeur Ajoutée.

Tableau (2.) : Évolution du PIB par secteur juridique hors hydrocarbures [2006-2010]

<i>Secteur juridique</i>	<i>2006</i>		<i>2007</i>		<i>2008</i>	
	<i>Valeur *</i>	<i>%</i>	<i>Valeur</i>	<i>%</i>	<i>Valeur</i>	<i>%</i>
<i>Part du Public dans le PIB</i>	704,05	20,44	749,86	19,2	760,92	17,55
<i>Part du Privé dans le PIB</i>	2740,06	79,56	3153,77	80,8	3574,07	82,45
<i>Total</i>	3444,11	100	3903,63	100	4334.99	100
<i>Secteur juridique</i>	<i>2009</i>		<i>2010</i>			
	<i>Valeur</i>	<i>%</i>	<i>Valeur</i>	<i>%</i>		
<i>Part du Public dans le PIB</i>	816,8	16,41	827.53	15,02		
<i>Part du Privé dans le PIB</i>	4162,02	83,59	4,681.6	84,98		

¹ Bulletins d’informations statistiques N° 8, 10, 14, et 16 du Ministère de la PME et de l’Artisanat.

			8	
Total	4978,82	100	5509,21	100

* Unité : En Milliards de dinars Algériens.

Source : Bulletin d’information statistique N° 20 du MIPMEPI, [2011].

Les PME privées demeurent majoritaires dans la contribution à la croissance de ces deux agrégats. En effet, d’après les données de l’Office National des Statistiques, le secteur privé a contribué au cours de l’année 2004 à concurrence de 48% au PIB (hydrocarbures compris), et 78.2% (hors hydrocarbures), cela présente 2 146.7 M de DA en valeur, (O.N.S, [2006]). Ainsi, ce parc a connu une progression appréciable de 66.67% durant [1999 – 2004], expliquée par l’évolution du nombre important d’opérateurs privés, notamment via l’adoption de la loi d’orientation sur la promotion de la PME en 2001, de fait qu’elle a été à concurrence de 53,6 % en 1998 (CNES, [2002]).

Le tableau exprime la même logique suivie pendant [2006-2010]. Seules les entreprises privées contribuent à la croissance du PIB par une moyenne de 83,59 % en enregistrant 4 162,02 Mds de DA, et 84,98 %, soit 4,681.68 Mds de DA respectivement en 2009 et 2010. En revanche, le secteur public n’a pas cessé à régresser, en passant de 25,2 % en 2000 à 21.8 % en 2004(O.N.S, [2006]), il apparait ainsi avec 16,2 % à la fin de l’année 2008 (MPMEA, [2009]), alors avec 15,02 % à l’année 2010.

La même tendance est désormais remarquée sur les résultats de la Valeur Ajoutée au cours de la période [2006-2010]. Après avoir représentée uniquement 40 % de la valeur ajoutée totale créée durant les années 1990 (Merzouk. F, [2009]), la part des PME privées recensée arrive, en effet, à 87,64 % et près de 89% respectivement en 2007 et 2008, en passant par 1 486.8 Milliards de DA en 2001 soit, 85.35 %, à 2 239.56 Milliards de DA, soit une moyenne de 85,35% en 2005. Le tableau confirme la prédominance de ce parc, en particulier dans le secteur de l’Agriculture, en présentant 99,70% en 2010, et soit 98,73% dans le BTPH, ainsi celui du Commerce et distribution, soit 94,10 % après 93,43 % en 2006. La participation du parc public reste trop faible en particulier dans le secteur de l’Agriculture, le BTPH et l’Industrie Agroalimentaire, soit respectivement (0,30%), (1,27) et (1,96) pour l’année 2010

Tableau (3.) : Évolution de la valeur ajoutée par secteur d’activité et nature juridique [2006 - 2010]

Secteurs d'activités	secteurs juridiques	2006		2007		2008		2009		2010	
		VA	%	VA	%	VA	%	VA	%	VA	%
Agriculture	Privé	577,97	99,84	701,03	99,55	708,17	99,50	924,99	99,85	1012,11	99,70
	Public	0,94	0,16	3,16	0,45	3,58	0,50	1,38	0,15	3,08	0,30
	Total	578,88	100	704,19	100	711,75	100	926,37	100	1015,19	100
BTP	Privé	358,33	78,12	704,19	80,94	754,02	86,67	871,08	87,1	1058,16	98,73
	Public	100,34	21,87	593,09	19,05	115,97	13,33	128,97	12,9	13,59	1,27
	Total	458,67	100	732,71	100	869,99	100	1000,05	100	1071,75	100
Transport et communication	Privé	349,06	69,27	657,35	79,19	699,04	79,99	744,42	81,41	806,01	81,58
	Public	145,81	30,72	172,72	20,80	174,82	20,01	169,95	18,59	182,02	18,42
	Total	503,87	100	830,07	100	873,86	100	914,36	100	988,03	100
Services fournis aux entreprises	Privé	36,06	71,13	56,60	78,92	62,23	74,05	77,66	78,78	96,86	79,15
	Public	14,62	28,86	15,11	21,07	21,81	25,95	20,92	21,22	25,51	20,85
	Total	50,69	100	71,71	100	84,04	100	98,58	100	122,37	100
Hôtellerie et restauration	Privé	54,5	87	71,12	88,07	80,87	88,70	94,8	89,9	101,36	88,61
	Public	8,14	13	9,63	11,92	10,30	11,30	10,65	10,1	13,03	11,39
	Total	62,64	100	80,75	100	91,18	100	105,45	100	114,39	100
Industrie agroalimentaire	Privé	93,5	78,41	127,98	84,12	136,95	84,69	161,55	86,14	169,95	86,03
	Public	25,73	21,58	24,14	15,87	24,76	15,31	26	13,86	27,58	1,96
	Total	119,24	100	152,13	100	161,71	100	187,55	100	197,53	100
Cuir et chaussure	Privé	2,23	83,2	2,08	87,39	2,23	87,08	2,25	88,33	2,29	88,42
	Public	0,45	16,8	0,30	12,6	0,33	12,92	0,3	11,67	0,3	11,58
	Total	2,68	100	2,38	100	919,55	100	2,55	100	2,59	100
Commerce et distribution	Privé	567,19	93,43	776,82	93,25	67,33	93,18	1077,75	93,58	1204,02	94,10
	Public	39,86	6,56	56,18	6,74	67,33	6,82	73,88	6,42	75,45	5,90
	Total	607,05	100	833	100	986,88	100	1151,62	100	1279,47	100

* Unité : en milliards de dinars Algériens.

Source : Bulletin d'information N^o 20 MIPMEPI, 2011.

Conclusion

Les PME sont importantes pour presque toutes les économies du monde, mais surtout pour les pays en développement comme l'Algérie. Les PME contribuent à la production en participant à l'économie dominante et à la création de certains emplois «décents», en particulier pour les rares qui dirigent les PME. Toutes ces informations, couplées, feront des PME le plus gros employeur et pourront réduire l'inégalité entre les riches et les pauvres.

Nonobstant de son importance croissante, il ne faut pas perdre de vue que la PME Algérienne, en tant que système organisé, sa croissance dépendra de sa capacité à résister aux assauts de cet environnement économique qui la fragilise. Sa survie est une fonction de son aptitude à résister à la concurrence et à intercepter de nouveaux marchés locaux et internationaux, face à des acteurs qui disposent des atouts et des opportunités considérables.

Cependant, des obstacles non négligeables peuvent entraver l'atteinte des objectifs visés par ces entités. En effet, elles doivent faire face à de nombreuses contraintes (économiques, financières, administratives et juridiques, etc.), et de réalités sociales limitant ainsi la réalisation de leur rôle primordiale dans la relance de l'appareil de production, ainsi que du processus de l'économie du pays.

L'économie Algérienne a donc franchi un pas très important, qui devait passer par l'instauration d'une économie de marché concurrentielle frappant à la porte de ce contexte national, sous-régional et international, qui permet notamment de viser son intégration progressive à l'économie mondiale, d'offrir à ses industries une grande opportunité d'ancrage dans l'espace économique des pays développés qui représente le plus grand marché du monde; en faisant face au défi d'ajuster son économie en se dotant d'un tissu intégré d'entreprises compétitives, dans le cadre de l'impératif de mise en place des mesures de développement, de restructuration et de mise à niveau en faveur de ses PME, afin de promouvoir leurs compétitivité industrielle, à travers la mise en place d'une multitude de programmes de mise à niveau dont certains ont pris fin et d'autres viennent juste d'être lancé.

En effet, il s'agit des programmes suivants : « *le Programme National de l'Amélioration de la compétitivité industrielle* » pour la période janvier 2002 au 31 décembre 2005, « *le*

Programme d'Appui au Développement des PME (Euro Développement PME) EDPme (MEDA) » qui a été lancé à partir de 2002 et a pris fin en fin 2007, et « le Programme d'appui aux PME/PMI et à la maîtrise des technologies d'information et de communication (PME II) », qui a été mise en place en 2009.

En fait, ces derniers visent notamment à encourager la production locale et à promouvoir la compétitivité industrielle de la PME Algérienne, le maintien de sa part de marché interne et la conquête éventuelle du marché extérieur. Elles ont pour objectif de soutenir les dynamiques de restructuration, d'intégration et de croissance industrielles.

Comme nous l'avons déjà démontré dans cet article, les PME ont tendance à employer des processus de production à plus forte intensité de main-d'œuvre que les grandes entreprises. Par conséquent, elles contribuent de manière significative à la création d'emplois productifs, à la génération de revenus et, éventuellement, à la réduction de la pauvreté. Les PME peuvent devenir alors un contributeur majeur à l'emploi dans le secteur privé.

Enfin, il est à signaler que, la politique gouvernementale, et tout particulièrement la politique fiscale, peut faire une différence considérable dans la mesure dans laquelle le secteur des PME remplit son rôle potentiel en contribuant à une économie saine. L'une des caractéristiques importantes d'une économie prospère et florissante est le secteur florissant et prospère des petites et moyennes entreprises (PME). Les PME jouent un rôle important dans le développement d'un pays et principalement en employant un bon nombre de personnes.

Selon l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), pour les pays en développement, l'intégration dans l'économie mondiale par la libéralisation économique, la déréglementation et la démocratisation est considérée comme le moyen primordial de lutte contre la pauvreté et les inégalités. Le développement d'un secteur privé dans lequel les PME peuvent jouer un rôle central est important pour ce processus.

Bibliographie

1. Abedou Abderrahmane & Bouyacoub Ahmed & Kherbachi Hamid, (2014), «L'entreprenariat en Algérie 2012», Global Entrepreneurship Monitor (GEM), GIZ (Allemagne) CREAD (Alger), Janvier, 125 pages.
2. Bouri. N, (2012), « Compétitivité et mise à niveau des PME : Logique et résultats ? », Mémoire de Magister en Économie et Management.

3. Cadieux. L, Raymond. L, et St-Pierre. J, (2012), « Fondateurs, successeurs et repreneurs: Quel impact sur la performance de la PME?», In 10^{ème} Congrès International Francophone en Entrepreneuriat et PME, Bordeaux, France.
4. Cottet Francis, (2012), « Comment financer l'innovation dans les PME-PMI ? », Paris.
5. Daoud. S, (2013), « Structuration Sectorielle Et Contribution Des Pme Algériennes Au Commerce Extérieur», In Colloque international: « Évaluation des effets des programmes d'investissement publics [2001-2014] et leurs retombées sur l'emploi, l'investissement et la croissance économique » ,11-12 Mars, Sétif, Algérie.
6. Dhaoui. M. L, (2003), « Restructuration, mise à niveau et compétitivité industrielle », In actes du Séminaire International : « Diagnostic Stratégique pour la Mise à Niveau », Mai.
7. Hamdane. Salah, (2001), « Formulation du plan de mise à niveau », dossier documentaire, INPED 22-25 avril, Alger.
8. Lamiri Abdelhak, (2003), « La mise à niveau : Enjeux et pratiques des entreprises algériennes», Revue des Sciences Commerciales et de gestion, N°02, ESC Alger.
9. Lamiri. Abdelhak, (2003), « La mise à niveau : Enjeux et Pratiques des Entreprises Algériennes ». In Mahiou. Ahmed et Henry. Jean Robert : « Où va l'Algérie ? », Karthalé Editeur.
10. Lamiri. Abdelhak, (2003), « Management de l'information, redressement et mise à niveau des entreprises », Office des publications universitaires Editions, Alger.
11. Madoui. Mohamed et Boukrif. Moussa, « La vulnérabilité des TPE et des PME dans un environnement mondialisé », 11es Journées scientifiques du Réseau Entrepreneuriat, 27, 28 et 29 mai 2009, INRPME, Trois-Rivières, Canada.
12. Ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissement, (2008), « Projet de stratégie et politiques de mise à niveau », document interne, Novembre.
13. Ministère de l'industrie, de la Petite et Moyenne Entreprise et de la Promotion de l'Investissement - ANDPME, (2011), « la nomenclature des dépenses: Les Aides Financières relatives au programme national de mise à niveau», Document interne, P 1-3.
14. Ministère de l'Industrie, de la Petite et Moyenne Entreprise et de la Promotion de l'Investissement, (2012), « Bulletin d'information statistique de la PME, N° 21 ».
15. O.N.U.D.I, (2002), « Guide méthodologique : restructuration, mise à niveau et compétitivité industrielle », (document a été rédigé par Dhaoui. Mohamed Lamine), Vienne.
16. O.N.U.D.I, (2006), « Programme intégré pour l'amélioration de la compétitivité et l'appui à la restructuration industrielle en Algérie », ONUDI, Août.
17. Porter M (1999), « La concurrence selon Porter», édition Village mondial, Paris.